



## FICHE D'INFORMATION

# Pourquoi avons-nous besoin de dire #StopParadisFiscaux?

### Contenu :

- [Qu'est-ce qu'un paradis fiscal ?](#)
- [Synthèse de tous les scandales fiscaux internationaux](#)
- [Tout le monde perd avec les paradis fiscaux](#)
- [Les paradis fiscaux et les droits humains](#)
- [Financer le développement global](#)
- [L'impact sur les pays pauvres](#)
- [Les femmes et les filles paient le prix fort](#)
- [Comment changer cela ? Cibles des actions de plaidoyer](#)
- [Que pouvez-vous faire ?](#)

## Qu'est-ce qu'un paradis fiscal ?

Un paradis fiscal est un pays ou territoire qui permet l'évasion fiscale de la part de compagnies ou de personnes riches, par l'acceptation de revenus ou d'actifs provenant d'ailleurs dans sa juridiction. Les caractéristiques typiques des paradis fiscaux comprennent des impôts bas ou inexistants, ainsi qu'un niveau élevé de confidentialité.

Avec l'aide de "facilitateurs" des paradis fiscaux, tels qu'avocats, comptables, banques et lobbyistes, les personnes fortunées et les corporations multinationales ont construit des systèmes internationaux sophistiqués, qu'utilisent les paradis fiscaux pour s'assurer de payer de moins en moins d'impôts sur leurs bénéfices et richesses. Cependant, pour constituer ce capital, ce groupe d'élite dépend complètement d'infrastructures et d'institutions dont le financement est public, ainsi que d'une main d'œuvre éduquée par la puissance publique. Avec cette évasion fiscale systémique (légale et illégale), les citoyens ordinaires perdent, pendant que la richesse transite des mains publiques aux mains privées vers quelques paradis fiscaux cachés. Ceci fausse les économies, affaiblit les démocraties et prive du financement nécessaire pour

garantir les services publics vitaux dont nous avons besoin pour vivre et pour respecter les droits humains que nous méritons.

Même si beaucoup de gens imaginent que les paradis fiscaux sont exclusivement des îles tropicales comme les Bermudes ou les Caïmans, les paradis fiscaux plus remarquables du monde se situent au Luxembourg, aux Pays-Bas et, de plus en plus, aux États-Unis d'Amérique. Un nombre significatif de pays commence à adopter de plus en plus la "concurrence fiscale", c'est à dire, l'adoption de politiques typiques des paradis fiscaux, telles que des taxes effectives très peu élevées pour les corporations ou d'autres pratiques fiscales nuisibles.

# Synthèse de scandales fiscaux internationaux

## [Le scandale global Laundromat \(laverie\)](#)

Quand : mars 2017

Quoi : Entre 2011 et 2014, plus de 20 milliards de dollars états-uniens provenant de la Russie ont été blanchis par l'intermédiaire de plus de 5,000 compagnies, notamment des compagnies *offshores* anonymes basées au Royaume-Uni. L'argent a fini dans 700 banques différentes dans 96 pays, y compris certains pays européens.

## [Panama Papers \(Papiers du Panama\)](#)

Quand : avril 2016

Quoi : Dans le cadre d'une révélation globale coordonnée par l'ICIJ (Consortium International de Journalistes Investigateurs), 11 millions de documents filtrés depuis le cabinet juridique Mossack Fonseca au Panamá ont révélé un réseau global de compagnies *offshore* et de comptes bancaires cachés qui étaient utilisés pour faciliter l'évasion fiscale, la corruption, la vente d'armes, la fraude fiscale et le trafic de drogues. Cette filtration a prouvé que certaines banques parmi les plus reconnues du monde étaient impliquées dans le montage de structures secrètes *offshore* pour leurs clients, dont une grande quantité de personnalités fait partie, notamment 140 représentants politiques de 50 pays.

## [Bahamas Leaks](#)

Quand : septembre 2016

Quoi : Des millions de fichiers filtrés depuis un registre corporatif d'une banque basée au Jersey et aux Bahamas ont révélé comment plus de 175.000 compagnies "*offshore*" de Bahamas et de comptes bancaires secrets étaient utilisés par des représentants politiques et des personnes riches pour cacher leurs richesses dans des paradis fiscaux. Des comptables bien payés, ainsi que certaines banques reconnues du monde, aidaient leurs clients dans le montage de ces structures frauduleuses.

## [Suisse Leaks](#)

Quand : février 2015

Quoi : Une filtration depuis la banque HSBC en Suisse a révélé l'existence de comptes cachés contenant des actifs pour plus de 100 milliards de dollars étatsuniens, montrant des liaisons avec presque tous les pays du monde. Parmi les clients, nous trouvons des individus liés au trafic d'armes, à la corruption et les pots-de-vin, aux diamants de la guerre, aussi bien que des représentants politiques, anciens et actuels, du monde entier. Les documents ont montré que la banque rassurait ses clients, leur promettant de ne communiquer aucune information aux administrations fiscales, même lorsqu'il semblait assez évident que les actifs étaient liés à l'évasion fiscale.

## [Luxembourg Leaks](#)

Quand : novembre 2014

Quoi : Le scandale connu comme "LuxLeaks" a divulgué des centaines d'accords fiscaux secrets (aussi nommés "*sweetheart deals*" ou "accords de complaisance") entre des corporations multinationales et le Luxembourg. Ces accords avec traitement de faveur, souvent négociés par PriceWaterhouseCoopers (PwC), ont permis la réduction d'impôts de beaucoup de corporations à des niveaux très bas, parfois moins de 1%. Les corporations impliquées dans ce scandale, plus de 300 compagnies au total, incluaient Pepsi, IKEA, AIG et Deutsche Bank. Le scandale de *LuxLeaks* est aussi devenu un exemple célèbre pour illustrer le manque (et le besoin urgent) de protection pour les lanceurs d'alerte. En mars 2017, le tribunal du Luxembourg a [decidé](#) que les deux informateurs impliqués dans l'affaire devraient payer des amendes à l'État, et l'un d'entre eux, Antoine Deltour, a été condamné à 6 mois de prison avec sursis.

## Tout le monde perd avec les paradis fiscaux !

Les impôts représentent la source de revenu gouvernemental plus pérenne, utilisée pour financer la plupart des services publics dont nos familles et nos communautés ont besoin. D'autre part, l'évasion fiscale et les exonérations faites aux grandes entreprises coûtent des milliards de dollars aux pays en développement chaque année. Quelques estimations prudentes ont calculé que rien qu'un seul type d'évasion fiscale corporative coûte aux pays en développement entre 70 et 120 milliards de dollars américains par an.<sup>1</sup> La quantité incessante et croissante d'affaires révélées récemment sur les paradis fiscaux – y compris Panama Papers, LuxLeaks, Suisse Leaks et Bahamas Leaks – a fait ressortir le coût humain de l'évasion fiscale globale facilitée par les paradis fiscaux. Chaque dollar perdu dans un paradis fiscal est un dollar qui aurait pu être investi dans des services publics, pour payer des docteurs, des enseignants, des vaccins ou des bancs scolaires pour enfants.

Le revenu perdu dans un paradis fiscal augmente la pauvreté et exacerbe les inégalités dans le monde. Lorsque les services publics manquent de financement, ce sont les plus pauvres, particulièrement les femmes et les filles, qui souffrent les conséquences.

## Les paradis fiscaux et les droits humains

L'imposition fiscale est fondamentale pour faire respecter les droits humains, non seulement parce qu'elle s'avère nécessaire pour collecter les ressources suffisantes, mais aussi parce que la politique fiscale joue un rôle fondamental pour compenser les inégalités et juger le degré de responsabilité des gouvernements envers leurs populations.

Dans le monde entier, les états ont l'obligation de faire respecter les droits humains. Beaucoup de nos instruments internationaux en matière de droits humains exigent que les états investissent "les ressources disponibles maximales" à ces fins.

Cependant, des nombreux pays ont du mal à collecter des revenus suffisants pour financer les services publics essentiels pour respecter les droits humains, tels que la santé, l'éducation, le logement, l'accès à la justice et à une qualité de vie adéquate.

A ce jour, les paradis fiscaux permettent que les corporations multinationales et les plus riches payent de moins en moins d'impôts sur leurs bénéfices et leurs richesses. Ces règles fiscales injustes réduisent le financement disponible pour des services publics en mesure de promouvoir le respect des droits humains. Le [Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, ainsi que d'autres experts de l'ONU en cette matière et des organes créés par des traités, suggèrent](#) que les politiques permettant l'évasion fiscale à grande échelle transgressent les obligations des gouvernements envers les droits humains.

## Financer le développement global



[Des leaders du monde se sont engagés pour un futur meilleur à l'horizon 2030](#), où la pauvreté et les inégalités seraient éradiquées. Les gouvernements ont besoin d'augmenter les ressources internes pour pouvoir dépenser plus afin d'atteindre ces objectifs. L'organisation de Nations Unies [estime](#) que les Objectifs de Développement Durable dans les pays aux revenus faibles et moyennement faibles coûtera 1.4 billion (ou milliers de milliards) de dollars par an. Mais, d'où viendra cet argent?

---

1

UNCTAD. (2015). World Investment Report 2015: Reforming international investment governance: Accessed 3 October 2016: <http://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=1245>

Le réseau de Justice Fiscale a [estimé](#) de façon prudente que quelques 21 à 32 billions (milliers de milliards) de dollars étatsuniens d'actifs financiers se trouvent "offshore", à l'abri de toute imposition. Il est fondamental que les compagnies et les personnes riches payent une portion juste d'impôts dans les pays où elles opèrent, et que nos gouvernements utilisent cet argent pour financer les services publics, respecter les droits humains et atteindre les Objectifs de Développement Durable.

## L'impact sur les pays pauvres

Déplacer ses bénéficiaires vers des paradis fiscaux peut être particulièrement nuisible pour les pays plus pauvres qui ont désespérément besoin de recettes fiscales afin de financer les services publics et vaincre la pauvreté. L'[information](#) publiée par le rapport de Suisse Leaks a révélé que quelques 48.3 millions de dollars liés à la Zambie résident dans des comptes bancaires suisses. En même temps, le gouvernement de la Zambie peine à financer les services publics et à respecter les droits des citoyens. En effet, [47% des enfants zambiens ne finissent pas l'école primaire et le 60% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté](#). L'évasion fiscale corporative à grande échelle représente un impact très dur sur les pays en développement, qui sont [extrêmement dépendants](#) de la fiscalité corporative comme source de revenu.

## Les femmes et les filles payent le prix fort

Les femmes et les filles sont les plus touchées lorsque les services publics manquent de financement. Par exemple, face aux risques de l'accouchement, les femmes sont plus vulnérables lorsque les services de santé sont en pénurie de fonds. Dans les pays pauvres où la scolarité n'est pas gratuite, les familles préfèrent souvent envoyer les garçons à l'école, plutôt que les filles.

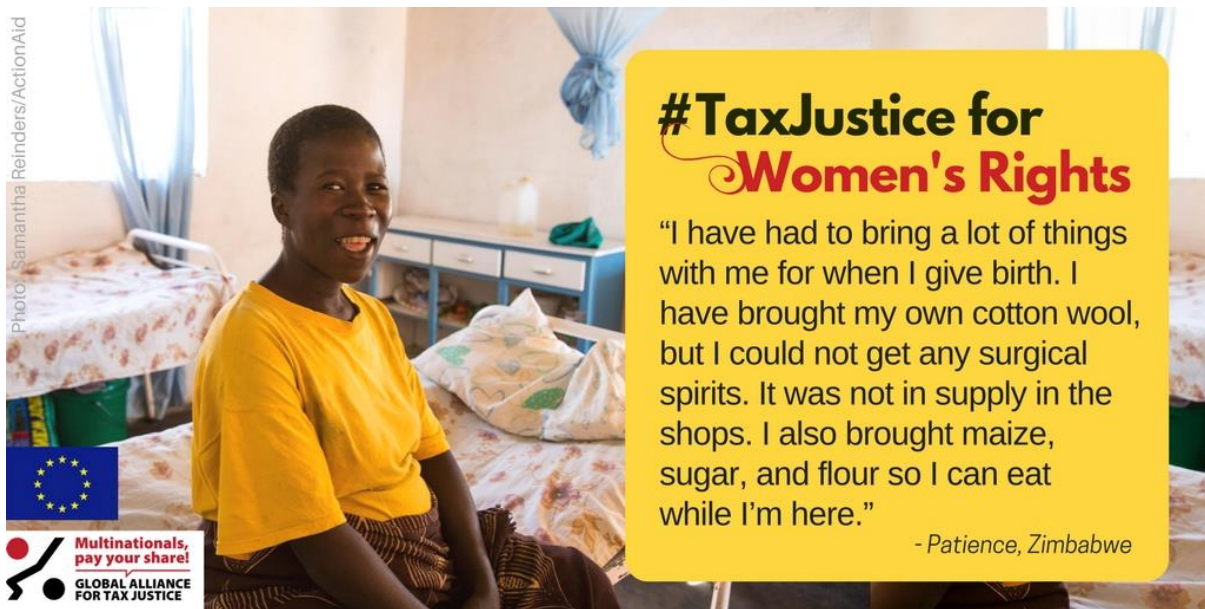



Photo: Samantha Reinders/ActionAid

**#TaxJustice for Women's Rights**

"I have had to bring a lot of things with me for when I give birth. I have brought my own cotton wool, but I could not get any surgical spirits. It was not in supply in the shops. I also brought maize, sugar, and flour so I can eat while I'm here."

- Patience, Zimbabwe

 **Multinationals, pay your share!**  
GLOBAL ALLIANCE FOR TAX JUSTICE

En ce moment précis, le travail non rémunéré de femmes et de filles subventionne la croissance économique. Les femmes passent [2,5 fois plus de temps](#) que les hommes, à mener des tâches ménagères et de garde non rémunérées, ce qui a été estimé à hauteur du [13% du PIB global](#). Lorsque les états n'arrivent pas à collecter les ressources suffisants pour fournir les services publics vitaux tels que ceux relatifs à la santé, l'éducation et la garde d'enfants, [ce seront très probablement les femmes qui rempliront ce vide, avec leurs corps et leur travail non rémunéré](#), avec la conséquente réduction du temps disponible pour leur propre éducation, travail rémunéré, repos et loisir.

## Comment changer cela ? Cibles des actions de plaidoyer



Nous sommes en train de construire ensemble un mouvement public et politique global pour en finir avec les paradis fiscaux, exigeant des nos gouvernements les mesures suivantes :



- Exiger de toutes les corporations multinationales des **rapports publics pays par pays**. Il s'agit d'une réponse à l'évasion fiscale à grande échelle des corporations multinationales, telle que révélée, par exemple, par le scandale de LuxLeaks. Si toutes les grandes corporations multinationales étaient obligées de présenter un rapport public par pays, les gens pourraient savoir où chaque corporation fait du business et combien d'impôts elle paye dans chaque pays où elle opère. Cela rendrait l'évasion fiscale plus difficile pour les corporations multinationales. Le reporting public pays par pays a déjà été introduit par les banques de l'Union Européenne, qui analyse actuellement la possibilité de l'étendre à tous les secteurs. Il y a beaucoup d'arguments qui prouvent que le reporting public pays par pays est une bonne idée ; prenez connaissance de ces [dix raisons](#). Découvrez ce [brief qui explique pourquoi le reporting public pays par pays est indispensable](#).
- Établir des **registres publics des véritables détenteurs ou "usufruitiers"** de fiducies, fonds d'investissement et compagnies. Cette mesure serait une réponse aux problèmes dévoilés par les Panama Papers, le scandale global de Laundromat ou le Bahamas Leaks. Cela permettrait au large public de savoir qui sont les véritables propriétaires des fonds et des compagnies qui font du business dans nos sociétés. De cette façon, les criminels et les fraudeurs fiscaux auraient plus de mal à cacher leurs fortunes dans des fonds d'investissement anonymes et des compagnies "offshore". Les registres publics ont été introduits au Royaume-Uni et en Slovaquie, et seront bientôt une réalité au Danemark et en Slovénie.
- Soutenir la création d'un **Organe Fiscal Global Intergouvernemental de Nations Unies**, où tous les pays auraient la même voix afin d'établir des standards fiscaux internationaux. Les paradis fiscaux constituent un problème global qui nécessite une solution globale. Un organe fiscal intergouvernemental de Nations Unies deviendrait un espace de négociation clé pour les gouvernements, de la même façon que le processus de négociation sur le changement climatique de Nations Unies représente le forum clé pour débattre le changement climatique. Aujourd'hui, les standards globaux sont déterminés par des organismes tels que le G20 et l'OCDE, aussi connus comme 'Le Club des pays riches'. Entre temps, plus de 100 pays en développement restent exclus de la prise de décisions. En plus, les négociations du G20 et de l'OCDE restent extrêmement confidentielles, loin de la connaissance publique. Un organe fiscal de Nations Unies véritablement global et intergouvernemental deviendrait un espace pour que les gouvernements s'engagent à chercher une solution globale au problème global des paradis fiscaux. Il s'agirait d'un espace pour une prise de décisions plus transparente, caractéristique indispensable pour que les citoyens puissent demander aux gouvernements de rendre des comptes. Lisez ce [brief sur pourquoi nous avons besoin d'un organe fiscal gouvernemental aux Nations Unies](#), ainsi que ces [questions et réponses](#) aux interrogations les plus fréquentes.
- Utiliser **la recette fiscale pour financer des services publics** et de la protection sociale comme formes vitales de combattre la pauvreté et l'inégalité. Les gouvernements doivent s'engager à garantir que

le revenu accru sera dépensé dans l'éradication de la pauvreté et de l'inégalité, assurant des services publics pour tout le monde.

- **Protéger les informateurs.** Les révélations globales telles que les Panama Papers ou Luxembourg Leaks ont été possibles grâce à des lanceurs d'alerte qui ont agi au service de l'intérêt public pour promouvoir la justice et dénoncer l'évasion fiscale à grande échelle. Aujourd'hui, les informateurs ne sont pas protégés de poursuites en justice et risquent de faire face à des peines sévères, bien qu'agissant dans l'intérêt général. C'est le cas pour les informateurs dans l'affaire de LuxLeaks, récemment condamnés par le tribunal du Luxembourg.

## Que pouvez-vous faire ?

Visitez la [page de la semaine d'action globale #StopParadisFiscaux](#) de l'Alliance Globale pour la Justice Fiscale afin de voir comment vous impliquer. Téléchargez les ressources de #StopParadisFiscaux, y compris le kit d'outils de campagne, le brief d'accroche pour les médias, des articles d'opinion, des posts à utiliser sur les réseaux sociaux et les idées d'actions créatives !